REVUE DE PRESSE

SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU VENDREDI 30 DECEMBRE 2016

Climat

La France au régime sec en décembre

Pas une goutte de pluie à Chambéry depuis le début du mois, cinq millimètres seulement à Pau: le dernier mois de l'année 2016 s'annonce comme le mois de décembre le plus sec depuis près de soixante ans, selon Météo-France.

«C'est le mois de décembre le plus sec qu'on ait jamais enregistré» depuis 1958, précise l'organisme de prévision. Le précédent record de sécheresse pour un mois de décembre datait de 2015.

Au 28 décembre, le déficit moyen de précipitations sur la France pour le mois de décembre s'établissait à *«environ 75%»* par rapport à la période de référence (1981-2010), a précisé Frédéric Nathan, prévisionniste à Météo-France.

Pour l'ensemble du mois de décembre 2015, il avait été d'environ 70%.

Les précipitations sont déficitaires dans la plupart des régions métropolitaines, indique Météo-France dans un bilan de la période du 1er au 27 décembre.

«Sur la plupart des villes, on a dépassé les 50% de déficit», précise M. Nathan. *«Sur de très nombreuses villes, le déficit dépasse les 70%, et dans beaucoup d'endroits, plus de 90%»*.

A Embrun (Hautes-Alpes) ou Chambéry, *«il n'est pas tombé une seule goutte depuis le début du mois»*, relève-t-il. Et à Pau, *«il est tombé cinq millimètres, soit un déficit de 94%»*.

Selon Météo-France, avec des conditions toujours anticycloniques dans les jours à venir, *«de nouveaux records de faibles précipitations devraient être établis à Embrun, Chambéry, Colmar, Tarbes, Grenoble, Ouessant, Troyes...»*

Seul l'est de la Corse a connu des pluies intenses, les 19 et 20 décembre.

Ce mois de décembre est aussi marqué par un ensoleillement excédentaire dans la plupart des régions.

«Il a parfois atteint deux fois la normale sur un quart nord-est» et dans la plupart des villes, *«on a déjà dépassé l'ensoleillement moyen d'un mois de décembre»*, indique Météo-France. Des records d'ensoleillement ont été battus à Luxeuil (Haute-Saône) avec 116 heures et 44 minutes (ancien record: 110 heures 24 en décembre 2013) et à Caen avec 102 heures et 50 minutes (ancien record: 101 heures 29 en décembre 2007).

«Quand on migre, c'est pour ne pas mourir»

■ Il fut migrant, fuyant la guerre et la mort

■ Vingt ans plus tard, il est angoumoisin

■ Alors que la question des réfugiés a agité 2016, plongée au cœur de la réalité d'une migration.

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

Il a la pudeur de ceux qui ont tutoyé la mort de près. Christian Kalimba est angoumoisin, coach sportif, investi en politique et dans le monde associatif. Il est fils et père. Il est homme. En 1996, il était ce que 2016 a décidé de résumer en des formules simplistes: migrant, demandeur d'asile, réfugié.

Il était surtout un rescapé de la mort à qui la vie offrait une nouvelle chance. Son histoire, il n'en parlait quasiment jamais. *«Pas de contexte, pas de prétexte. Et puis c'est mon identité. Je ne veux pas en faire quelque chose de romanesque.»* Mais les polémiques, les approximations, les contre-vérités, *«l'hystérie»* qui ont secoué l'année sur la question des migrants et réfugiés l'ont amené à parler, à dire, à mettre de l'humain et de la vie derrière les mots. *«Aujourd'hui, on conceptualise nos vies, on est déshumanisé. Mais avant les mots, la géostratégie et l'économie, il y a des humains»*, assène-t-il.

«Même les oiseaux fuyaient le Rwanda»

1994. Christian Kalimba est un enfant de Kigali, un gosse de 11 ans qui voit la guerre saigner son quotidien. Parents divorcés. *«Le week-end où tout a pété, j'étais chez mon père. Il y avait toute ma famille paternelle. Ma mère était chez elle, et il n'y avait aucun moyen de communication.»*

Le 4 avril 1994, le pays explose et sombre dans la violence. *«Le 7, il y avait comme un climat de fin du monde. Que du silence, comme si le monde était figé. Même les oiseaux fuyaient le ciel rwandais.»*

> **Ma mère avait été évacuée par une ONG. Elle croyait que j'étais mort, je croyais qu'elle était morte.**

Le silence ne dure pas. Des miliciens débarquent chez ses voisins. Tout le monde est mitraillé. *«C'était mes collègues d'école. Ils étaient tutsis. Moi, à 11 ans, je ne savais pas ce qu'était un Hutu, ni ce qu'était un Tutsi. Je ne le sais toujours pas. Je suis rwandais, français. C'est tout.»*

C'est le début de 18 mois d'errance, la mort aux trousses, à travers les balles d'un conflit qui ensanglante l'Afrique. *«On est parti à pied.»* Il raconte: *«On s'est d'abord réfugié dans une église. Mais la maison de Dieu ne fait pas peur aux bourreaux. Ils ont attaqué.»* Nouvelle errance. *«Dans ces situations, tu te réveilles, tu marches. Jusqu'au soir. T'es comme une machine, tu ne sens plus rien. Tu marches, tu fuis, c'est tout.»*

«Ma première balle de kalachnikov»

Il se rappelle de ce camp avancé d'une ONG où les civils devaient être en sécurité. *«C'est là que j'ai rencontré ma première balle de kalachnikov.»* Sponsorisée par des miliciens qui se sont mis en ligne pour mitrailler le camp, en tirant dans le tas.

Nouvelle fuite à travers le Rwanda. Il s'arrête. *«Ma grand-mère m'a sauvé la vie plein de fois. Je lui dois la vie.»* Chaque check point est un stress. Hutu, tu vis. Tutsi, tu meurs. *«Mais le critère c'étaient les traits du visage. Et j'ai les traits fins, donc j'étais supposé être tutsi.»* Il en a réchappé. Pas son cousin. *«Les miliciens sont venus le chercher un matin. Il n'est jamais revenu. Mon cousin, c'était mon double.»*

D'errance en fuite, de rendez-vous manqués avec la mort en sursaut de vie, la famille Kalimba arrive dans le camp de réfugiés de Goma,

au Congo. «*On était dans une forêt. Les ONG nous attendaient.*» La vie s'organise. Il rit: «*En fait, le premier truc qui s'organise dans un camp de réfugiés, c'est de recréer une ville, une vie. Des commerces ouvrent, une église, un bar. C'était pareil à la jungle de Calais.*»

«Je suis devenu français à Confolens»

Son oncle se met à faire des beignets. Christian doit les vendre sur le bord d'une route, pour nourrir sa famille. «*Et surtout trouver de l'argent pour les médicaments de mon père qui était très affaibli.*» L'argent n'a pas suffi. Un à un, tous les hommes de la famille meurent, affaiblis par l'errance. Il note: «*Dans ces moments-là, on voit à quel point les femmes sont robustes.*»
C'est un homme qui va changer sa vie. Le sauver. «*Je vendais des beignets au bord de la route et Monsieur Martin, le directeur d'un hôtel au Rwanda qui connaissait ma famille, est passé devant moi. Il m'a reconnu.*» L'histoire est folle. «*Il m'a dit: "Christian, que fais-tu là? J'ai vu ta mère, elle est en France, elle te cherche". Je pensais qu'il se foutait de moi.*» Lorsque le conflit a éclaté, que Christian a dû fuir avec sa famille paternelle, sa mère a été évacuée en Europe. «*Elle travaillait pour une ONG belge qui a évacué son personnel. Je croyais qu'elle était morte, elle pensait que j'étais mort.*»
«*Monsieur Martin*» prend les affaires en main, inscrit Christian sur la liste des enfants recherchés. Christian est transféré à Boukavou, puis Kinshasa, au Zaïre. En deux mois, il quitte l'Afrique. «*Quand on te sauve comme ça tu ressens un sentiment de culpabilité. J'ai beaucoup culpabilisé de m'en être sorti alors que tant d'autres y sont restés. Ma mère me dit souvent: "Sois indulgent avec toi-même".*»
1er janvier 1996, 7h. À 13 ans, Christian Kalimba arrive en France. «*Il faisait nuit, il neigeait. J'étais en tee-shirt et claquettes. Je suis sorti de l'avion et je me suis évanoui.*» Le personnel de bord l'emmitoufle dans une couverture, «*qu'[il a] toujours chez [lui]*». Deuxième avion jusqu'à Bordeaux. Retrouvailles avec sa mère. «*Je lui ai fait la bise comme si je l'avais vue la veille. C'était bizarre.*»
Sa nouvelle vie commence. À Basseau. «*Pour moi, c'était l'Eldorado! Y'avait l'eau courante, un lit et à manger.*» Il décrit: «*Je suis devenu français quand ma mère, infirmière qui m'élevait seule, m'a envoyé à l'internat au collège de Confolens. C'est là que j'ai découvert la France, avec d'autres Français. Sur le coup je lui en ai voulu. Mais c'est la meilleure décision qu'elle a prise pour moi.*»
Et son intégration, terme qu'il récuse totalement, s'est faite par les rencontres. Violette Viollet, d'abord, «*institutrice formidable qui me gardait après l'école, à Basseau, pour me faire lire et réciter des poésies*». «*Je lui dois ma connaissance du français.*» Jean Alemany, «*le patron du Palma, chez qui j'ai fait mon apprentissage en cuisine*». «*Si j'aime le vin, si mes amis boivent de bonnes bouteilles chez moi, c'est grâce à lui.*» L'équipe du collège de Confolens. Et tant d'autres, qui ont façonné le petit bonhomme retrouvé par «*Monsieur Martin*» en un homme. Un homme capable de sortir du système scolaire avec un CAP de cuisine et de décider de passer le bac L en candidat libre. «*Et je l'ai eu. Parce que je le voulais.*» En un homme qui, à 34 ans, a l'impression d'avoir eu «*dix vies*», qui assène une évidence oubliée: «*Je n'ai pas demandé à venir en France. Si je suis arrivé ici, ce n'est pas pour les allocs, pas pour la sécu, pas pour le chômage. C'était pour ne pas mourir.*»

«Avec les enfants, c'est fort»

Gwenhaël François, le maire de Montbron, ne regrette pas d'avoir inscrit dès l'origine sa commune dans le réseau des villes qui ont accueilli des réfugiés en France. *«L'idée est venue du prieur de la congrégation Saint-Augustin, le père Hugues Paulze d'Ivois. Il est venu me voir en me disant: "On ne peut pas rester sans rien faire".»* L'élu entend l'appel du religieux. Depuis le printemps, Montron accueille, par phase de 90 jours, des migrants en transit avant qu'ils ne soient orientés en Cada. *«Je ne regrette rien»*, jure-t-il, reconnaissant *«toujours un petit sifflement facho.» «Mais globalement, on n'a pas à se plaindre.»* Il loue l'investissement de son adjointe, Danielle Bernard, de sa conseillère, Marcelle Buisson, *«qui s'investit tellement que les migrants l'appellent la mama»*. Ce qui le marque, c'est la vie retrouvée par des familles cassées, des enfants sans sourire. *«Quand ils retrouvent le sourire, jouent à l'école ou au pied des immeubles, c'est fort»*, dit-il, soulignant aussi l'impact de ces rencontres sur les enfants du terroir: *«L'un d'eux m'a dit: "Ma nouvelle copine, elle a traversé 14 pays et 9 montagnes pour venir de son pays en guerre". Les gosses ça les touche.»*

Pour l'accueil, l'Église en première ligne

De Cognac à Montbron, en passant par Angoulême, tout au long de l'année, l'Église charentaise s'est mobilisée pour l'accueil et l'aide des réfugiés en Charente. Discrètement, dans chaque paroisse, l'Église a mobilisé ses réseaux, dans le sillage d'un pape François qui s'est beaucoup impliqué sur cette question. En janvier dernier, une réunion a notamment été organisée pour coordonner l'action dans chaque paroisse. À Cognac, lorsque l'arrivée des migrants a été annoncée, le père Baudouin a lancé un appel aux dons et à l'entraide à ses paroissiens. Appel largement entendu. *«On ne peut pas se dire chrétien et vouloir élever des murs et des barrières*, dit le père Baudouin. *La famille de Jésus est elle-même une famille de migrants. Jésus a vécu dans sa chair cette question et le déracinement.»*

Les sœurs à Saint-Yrieix accueillent des Syriens. Les demandeurs d'asile du Cada de Cognac ont porte ouverte à Saint-Léger. Deux exemples parmi tant d'autres. *«Dimanche, j'avais à ma table une famille d'Arméniens, un couple et ses enfants. Ils étaient à Cognac depuis deux jours, avaient passé toute la semaine précédente dans les rues de Poitiers, dans le froid, sans manger. Comment être chrétien et y rester insensible. Les aider, c'est être humain»*, raconte le père Baudouin.

Un paroissien du Sacré-Cœur, à Angoulême, a donné de son temps. *«Le père Rougerie s'est beaucoup investi. Moi, je me rappelle de cette phrase de l'Évangile: "Je suis un étranger et vous m'avez accueilli". C'est une phrase qui inspire et fait qu'en tant que catholique, on s'investit naturellement pour ce genre de choses.»*

Nouvelle-Aquitaine

Le logo de la Région copie-t-il le lion du Territoire-de-Belfort ?

Le 16 décembre, la région Nouvelle-Aquitaine dévoilait son logo: un lion rouge découpé sur les frontières de la grande région. Après avoir déjà déclenché de vifs débats autour du fait que ce lion semble escamoter la Vienne et les Deux-Sèvres, ce nouveau logo a attiré l'attention du *Canard enchaîné* qui, dans son édition de ce mercredi, lui a trouvé une furieuse ressemblance avec celui du conseil départemental du Territoire-de-Belfort, en Alsace. Il est vrai que les deux lions pourraient être jumeaux, *«à quelques poils de crinière près»*, fait remarquer le journal satirique.

Pour arriver à ce résultat, quatre écoles de design, deux agences spécialisées et l'équipe régionale de la communication ont travaillé plusieurs mois, dit le *Canard enchaîné*. C'est ce lion qui a été choisi parmi 119 projets présélectionnés. L'hebdomadaire a contacté des élus du Territoire-de-Belfort. Un porte-parole lui a répondu qu'on *«ne peut pas s'empêcher de voir des similitudes»* entre les deux fauves.

Le «Canard enchaîné» a été intrigué par la similitude des deux logos. Repro CL

La communication de la Nouvelle-Aquitaine, de son côté, promet que ce logo, finalement réalisé en interne par un graphiste de l'équipe régionale, n'est pas inspiré de celui de Belfort. Quant à son coût, la com' fait cette réponse éloquente à nos confrères du *Canard enchaîné*: *«Cela représente effectivement un certain nombre d'heures, mais nous allons étaler l'habillage des trains express régionaux et des bus des lycées* [...] *pour ne pas avoir à assumer de trop grosses dépenses.»*

Toujours brouillés avec la TNT

Décidément, les Charentais et la TNT ne se comprennent pas. À CL, on ne compte plus le nombre de messages reçus depuis plus d'un an de la part de téléspectateurs dépités. Nous y avons d'ailleurs consacré de nombreux articles. Rebelotte depuis trois jours. Écran noir dans une bonne partie de la Charente: Fléac, Balzac, Brie, Douzat, Asnières, Villejoubert, Tourriers, Angoulême, Rouillac, Champniers, jusqu'à Jarnac et même Aytré, près de La Rochelle. Marguerite n'a pas pu voir son film préféré, «Le Corniaud», diffusé le 19 décembre sur France 2. Nicolas, un autre internaute charentais, en a plus que marre. *«Franchement, entre les promesses de la fibre alors que je plafonne à 3 mégas et les promesses d'un bond en avant avec la TNT, on régresse»*, dit-il, lassé comme bon nombre d'entre vous de s'acquitter d'une redevance télé sans pouvoir profiter pleinement des programmes diffusés. *«Je ne capte plus rien chez moi, j'ai sans cesse des coups de fil de riverains pour le même problème*, indique le maire de Brie, Michel Buisson. *On a eu une lettre d'Orange à la mairie qui nous prévenait des désagréments.»* Ces derniers sont en effet liés au déploiement de la 4G, le très haut débit pour les mobiles. *«Certaines fréquences utilisées pour la 4G sont très proches des fréquences TNT, d'où les perturbations»*, confirme le service communication d'Orange. En effet, les opérateurs de téléphonie se servent de la fréquence de 800 MHz, autrefois employée par la télévision analogique. Certaines antennes râteaux continuent donc de la capter. En Charente, 19 sites 4G utilisant cette fameuse bande ont déjà été déployés depuis mai 2016. Et quand les ondes télé rencontrent la 4G, c'est l'écran noir.

L'Agence nationale des fréquences peut faire intervenir un antenniste gratuitement à domicile.

Photo Majid Bouzzit

«Pour y remédier, il suffit d'appeler l'Agence nationale des fréquences [ANFR]. *Un technicien passera alors gratuitement au domicile des personnes concernées pour installer un filtre spécial»*, précise le service communication d'Orange. Les Charentais peuvent donc joindre le centre d'appel de l'ANFR au 0970 818 818. La pose de ce filtre par un antenniste résoud les problèmes dans 100% des cas.

En outre, le temps n'arrange rien. Le ciel dégagé comme c'est le cas ces derniers jours, avec des nuits claires, provoque un phénomène de propagations exceptionnelles d'ondes. Elles portent plus loin qu'elles ne devraient, se heurtant à d'autres ondes provenant d'autres pylônes et créant une mauvaise réception. Malheureusement, s'il est possible de contrer les dommages du déploiement de la 4G, on ne peut pas encore maîtriser la météo.

BUDGET

La «taxe Google» supprimée par les Sages

Le Conseil constitutionnel a censuré hier la «taxe Google» visant les bénéfices détournés des multinationales opérant en France. Ils ont rejeté cette disposition au motif que l'administration fiscale ne peut avoir *«le pouvoir de choisir les contribuables qui doivent ou non entrer dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés»*.

Le gouvernement avait émis des réserves sur cet amendement introduit par Yann Galut (PS).

La haute juridiction s'est aussi prononcée sur la *«sincérité»* du budget, qui prévoit

Photo AFP

des recettes nettes d'environ 2,47 milliards d'euros et des dépenses de 3,2 milliards d'euros.

Elle a jugé que les hypothèses retenues pour 2016 et 2017, en particulier en ce qui concerne le déficit pour 2017, prévu à 2,7% du produit intérieur brut (PIB), étaient «optimistes». Pour autant, cela ne permet pas de conclure qu'elles «sont entachées d'une intention de fausser les grandes lignes de l'équilibre de la loi de finances».

En revanche, le Conseil a sommé le gouvernement de présenter un projet de loi de finances rectificative *«si l'évolution des charges ou des ressources était telle qu'elle modifierait les grandes lignes de l'équilibre budgétaire»*.

L'allergologie devient spécialité

Le syndicat français des allergologues (Syfal) s'est félicité hier de la décision prise par le gouvernement de reconnaître l'allergologie comme une spécialité médicale à part entière, *«une nécessité pour une pathologie qui touche aujourd'hui 18 millions de Français»*.

Un arrêté publié hier au Journal Officiel permet pour la première fois aux internes en médecine de se spécialiser en allergologie, le gouvernement prévoyant que trente étudiants puissent être formés au cours de l'année 2017-2018.

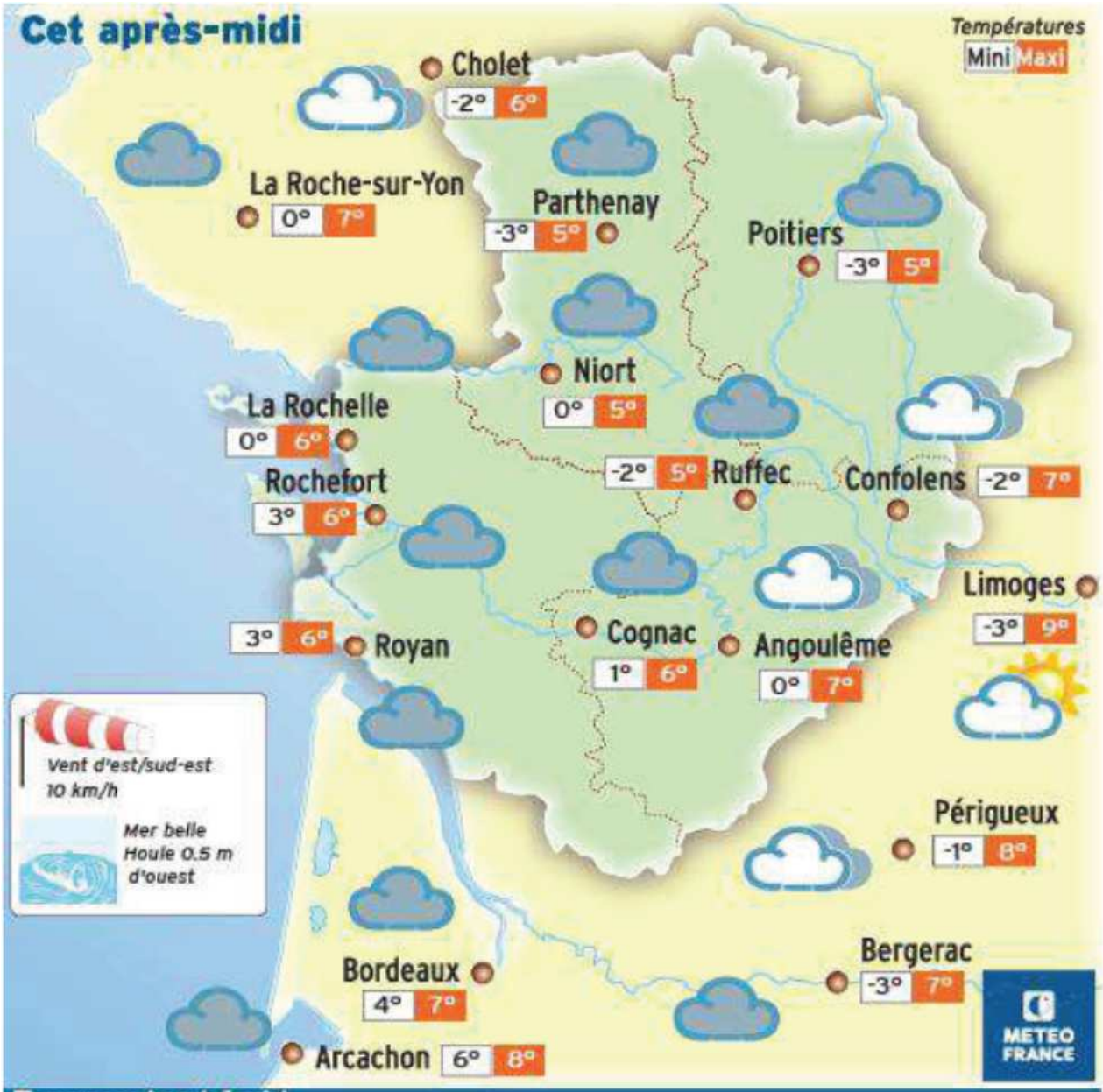
Il s'agissait d'une *«nécessité pour une pathologie qui touche aujourd'hui 18 millions de Français»*, car sa non-prise en charge, *«notamment en raison du manque de professionnels, accroît son risque de sévérité, et représente un coût important pour la collectivité»*, écrit le Syfal dans un communiqué.

Photo AFP

La France ne compte que quelque 1.200 allergologues, des médecins généralistes, pneumologues ou encore dermatologues qui ont suivi une formation complémentaire de deux ans pour se *«sur-spécialiser»*, avait fait remarquer le Syfal en mars.

Près de 30% des Français (18 millions) sont allergiques, contre 2 à 3% en 1970, selon les chiffres de l'association Asthme et Allergies.

L'Organisation mondiale de la santé estime que, d'ici à 2050, la moitié de la population occidentale sera touchée, notamment à cause du réchauffement climatique et de la pollution.



Temps gris et froid.

La grisaille persistera toute la journée, l'atmosphère sera très brumeuse en matinée. Seules, quelques timides éclaircies pourraient revenir dans l'après-midi par le sud ou l'est de la région.
Le vent reste variable faible, et les températures peinent à atteindre les 5 à 6 degrés au meilleur de la journée.

« Ma famille a dû fuir la dictature en Syrie »

PORTRAIT Ghassan a quitté la Syrie en janvier 2012. Installé à Cognac, cet informaticien regarde avec émotion les nouvelles dramatiques de son pays en ruine, qu'il espère regagner

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Ghassan avec Loredana, sa femme, et leurs enfants Firass et Sally. PHOTO CÉLINE LEVAIN

C'était il y a cinq ans tout juste. En janvier 2012, Ghassan Al Saleh quittait la Syrie. « Tout est resté là-bas, dit-il dans un soupir. Ma famille a dû fuir la dictature. » Depuis, l'homme de 54 ans s'est installé à Cognac, où il a rejoint son frère, un cardiologue arrivé, lui, en 1988.

Ghassan a fait suivre ses proches : Loredana, son épouse roumaine, et leurs enfants Firass et Sally, 11 ans tous les deux. Tous ont le sourire aux lèvres. « Mais Ghassan a l'air triste en permanence, à cause de ce qui se passe là-bas », dévoile sa femme. Bien qu'originaire d'Europe de l'est, Loredana a vécu en Syrie. « Les gens sont si gentils et le pays si beau », se souvient-elle. Depuis leur appartement de Crouin, le couple suit les nouvelles de là-bas. « Ma famille s'est installée en Turquie, précise Ghassan. On se parle tous les jours. »

Une dictature sanglante

Les informations, il va plutôt les chercher sur Internet. « On suit les nouvelles du terrain, pour montrer au monde ce qui se passe. Mes deux enfants sont nés en Syrie, ils y ont des souvenirs et me posent des questions… "Quand est-ce que Bachar va mourir ?" J'essaye de leur expliquer que c'est un criminel, et qu'un jour ça ira mieux. Mais j'évite de leur montrer des images choquantes, c'est trop insupportable. »

Ghassan Al Saleh se refuse à parler de « guerre civile ». « C'est une révolution contre le gouvernement, corrige-t-il. Le régime a joué sur les majorités et les minorités pour implanter la haine. Nous sommes tous frères. »

Les ennuis du quinquagénaire remontent aux années 80. À l'époque, une contestation grandit, dix ans après le putsch de Hafez Al-Assad (père de Bachar). Dans cette dictature, « le pays était dirigé par le feu et le fer, se souvient-il. On manifestait, mais la première révolution n'a pas duré. »

> « Le régime a joué sur les majorités et les minorités pour implanter la haine »

Ghassan trouve refuge en Arabie Saoudite, où il travaille jusqu'en 1997. Il prend ensuite la direction du Canada, qui lui accorde un passeport. « Je suis revenu en Syrie en 2003. On pensait que Bachar Al Assad allait changer les choses. Moi, je comptais construire un hôpital, mais je n'ai pas eu d'autorisation. Il faut savoir que le régime est corrompu, il y a une sorte de mafia qui contrôle tout. »

L'envie de repartir

En 2011, les révolutions arabes éclosent. La Syrie suit, et Ghassan se joint aux manifestants. « La répression a été dure, raconte-t-il. Il y a eu des arrestations arbitraires, des tortures… Les soldats de Bachar violaient les femmes devant leurs familles. » Sa cité d'origine (Rasalaïn, près de la frontière turque) a été relativement épargnée, contrairement à Alep, reprise par le pouvoir il y a une semaine. « Les grandes villes sont à terre. On ne peut pas imaginer les dégâts qu'infligent les bombardements. D'ailleurs, on a l'impression que tout le monde a été visé, sauf Daech. »

Plus que les islamistes, Ghassan désigne Bachar comme principal ennemi. « Moi, je n'ai pas de honte à dire que je ne peux pas porter les armes. Mais seuls les Syriens peuvent battre Daech et Bachar. »

En attendant, l'informaticien travaille vingt heures par semaine pour l'Aserc. « Le reste du temps, j'essaye de me rendre utile en servant de traducteurs pour les migrants arrivés le mois dernier. C'est normal… » Et il compte bien retourner en Syrie. « Dans mon quartier, il y avait beaucoup de chrétiens. Nous vivions sans faire aucune différence. Bien sûr, j'aimerais y revenir. Le problème, c'est que si le conflit s'arrêtait maintenant, combien de temps faudrait-il pour tout reconstruire ? Vu la situation, on ne peut pas envoyer les enfants. »

Dans cette guerre qui a fait 300 000 morts et 12 millions de déplacés, la famille Al Saleh garde malgré tout l'espoir de retrouver sa terre.

Les migrants en quête d'insertion

Les Soudanais sont pris en charge par l'Aserc, qui gère leur accueil. PHOTO ARCHIVES J. G.

CRISE MIGRATOIRE L'Aserc organise des activités pour les 15 hommes arrivés à Cognac le 21 novembre, en attendant la procédure de demande d'asile

C'est un très beau cadeau de Noël qu'a fait l'Aserc aux migrants en leur payant un billet pour le Futuroscope, la semaine dernière. Le 21 novembre, 15 hommes (en majorité Soudanais) arrivaient au Centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Cognac, géré par l'association. Le 23 décembre, ils sont partis à Poitiers pour la journée. « On essaye de leur faire découvrir la région, explique Catherine Bretaudeau, la salariée de l'Aserc chargée du dossier. Une visite de La Rochelle a également été organisée, et on prévoit aussi une découverte d'une maison de cognac. » Ghassan Al Saleh, le salarié qui sert de traducteur, évoque leurs sentiments : « Ils sont très touchés de l'accueil qui leur est réservé et ne s'attendaient pas à autant. Ailleurs, ça ne se passe peut-être pas aussi bien selon eux. »

De quoi occuper des journées longues. Car les 15 migrants (qui ne peuvent pas travailler) ont pour principale activité de construire un dossier de demande d'asile. Les réponses doivent en principe prendre six mois, mais la décision de l'État peut intervenir au bout d'un an, dans des cas complexes. C'est certainement le cas des migrants cognaçais. Quatorze viennent du Soudan, et affirment avoir fui un pays en guerre. Des éléments qui devront être vérifiés pour chaque cas.

En attendant, l'Aserc « souhaite organiser des activités pour faciliter leur intégration ». Des cours de français sont notamment proposés. Les 15 hommes, âgés de 18 à 32 ans, ont également prêté main-forte à la collecte de nourriture organisée le mois dernier par la Banque alimentaire.